



## Support de cours du stagiaire

-----

# LES ARRETES MUNICIPAUX

## INTRODUCTION

L'administration au sens général a pour but de satisfaire l'intérêt général. Elle le réalise par 2 formes essentielles :

- Le **service public** : prend en charge ou délègue la satisfaction d'un besoin d'intérêt général en assurant prestations ou avantages.
- La **police administrative** vient encadrer les initiatives des particuliers pour qu'elle n'aille pas compromettre l'ordre, condition essentielle à toute vie sociale.

## I. LA NOTION DE POLICE ADMINISTRATIVE :

### *A- POLICE ADMINISTRATIVE/JUDICIAIRE*

=

**Caractère préventif** : éviter le **trouble à l'ordre public**.

- Chaîne hiérarchique : le Maire
- Droit administratif et Juge administratif

≠

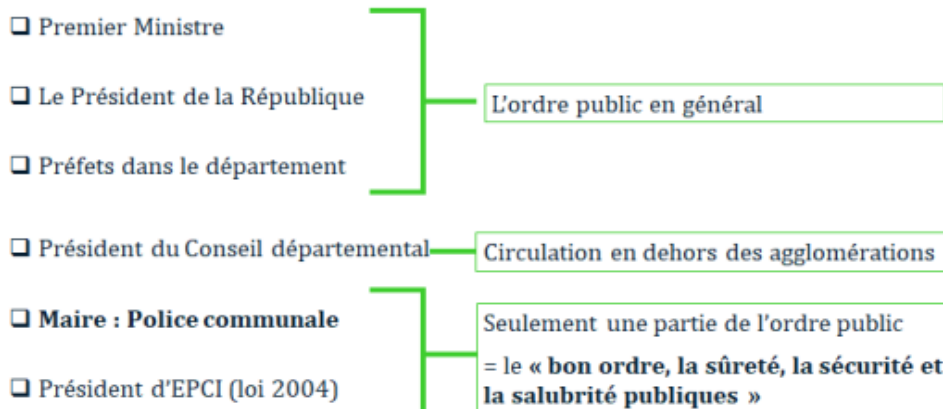
**Police judiciaire**, caractère répressif

Recherche des auteurs et poursuite pénale, après l'infraction

- Chaîne hiérarchique : OPJ et Procureur
- Droit pénal et Juge pénal

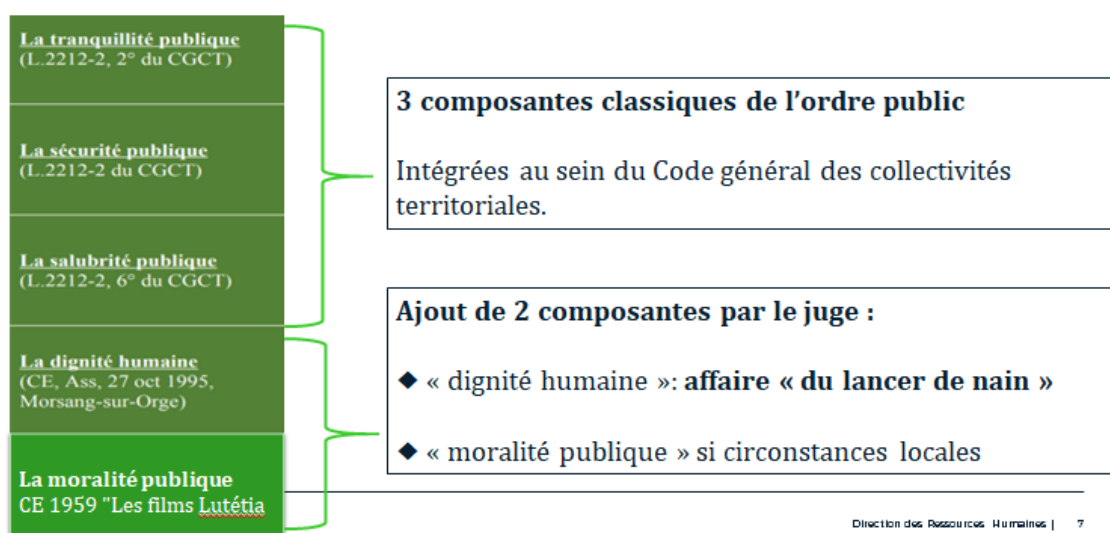
## B- LES AUTORITÉS DE POLICE ADMINISTRATIVE:

### Les autorités de police administrative



## C- LES COMPOSANTES DE L'ORDRE PUBLIC

La notion d'ordre public se compose de 5 éléments : 3 traditionnelles, reconnues par le **Code général des collectivités territoriales (CGCT)** et 2 supplémentaires ajoutées par le juge.



Direction des Ressources Humaines | 7

### La moralité publique

→ La première fois : Conseil d'Etat 1959 "Les films Lutétia" : Une interdiction municipale de diffusion d'un film peut être justifiée par son caractère jugé immoral à condition qu'elle y ait des « circonstances locales particulières ».

- Idem, pour un film avec des scènes de violence (film SAW 3 D) : Conseil d'Etat, 1<sup>er</sup> juin 2015, Association Promouvoir.

#### La dignité de la personne humaine

- La première fois : Conseil d'Etat 1995 Commune de Morsang-sur-Orge.  
Une interdiction municipale de l'attraction du « **lancer de nain** ».
- Idem, sont licites les arrêtés municipaux qui interdisent l'exposition en public des **cadavres** : Civ, 1<sup>ère</sup>, 16 septembre 2010, Société encore Events.

### **D- POLICE GÉNÉRALE/ SPÉCIALE**

**Police générale** : lorsqu'une autorité est en charge sur un certain territoire de l'ordre public, elle dispose *ipso facto* d'un ensemble de compétences et de moyen d'action.

**Police spéciale** : certains textes prévoient plus spécifiquement de prévenir les désordres :

- ✓ Dans les lieux spécifiques (gares, édifice menaçant de ruines, aéroports etc.),
- ✓ à certaines activités : jeux, chasse, pêche, affichage, ...
- ✓ à l'égard d'une catégorie particulière d'individu (étrangers, nomades...).

## **II. LES CONDITIONS DE VALIDITÉ D'UN ARRÊTÉ MUNICIPAL**

Lorsqu'il rédige un arrêté municipal, le maire va devoir s'assurer de certaines conditions : il d'abord sa compétence (A), puis choisir les destinataires et prévoir les mesures de publicité (B). Enfin, il doit s'assurer que la mesure de police est nécessaire et proportionnée (C).

### **A- LA COMPÉTENCE DU MAIRE**

En principe, dans les communes (sauf statut particulier comme Paris, cf. plus bas), les pouvoirs de police du maire sont :

- Des pouvoirs de police générale
- Pouvoirs de polices spéciales reconnus par les textes.

## 1. LES POUVOIRS DE POLICE DU MAIRE EN GENERAL

Police générale	Polices spéciales
<p>Article L2212-2 CGCT</p> <p>« La police municipale a pour objet d'assurer le <b>bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publiques</b>.... »</p> <p>+ énumérations .</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Circulation et stationnement : L.2213-1 à -6 CGCT</li> <li>• Funérailles, lieux de sépultures et convois mortuaires : L2213-7 à -16 CGCT</li> <li>• Port maritimes communaux L2213-22 CGCT</li> <li>• Baignades et activités nautiques L2213-23 CGCT</li> <li>• Police des campagnes L2213-16 à -21 CGCT</li> <li>• Immeubles menaçant ruines L2213-24 CGCT</li> <li>• Surveillance de la salubrité des rivières, ruisseaux, ...</li> <li>• Animaux dangereux et errants L911-11 Code rural et de la pêche maritime</li> <li>• Police des aliénés en urgence (à concilier avec celle du Préfet) : L3213-2 CSP</li> </ul>

## 2. CAS PARTICULIER À PARIS

### LES POUVOIRS DE POLICE A PARIS



### Attribution exclusive des pouvoirs de police au Maire :

(L.2212-1CGCT) Seul le Maire détient le pouvoir/la compétence de mettre en place des mesures de police.

Il n'est donc pas possible pour le Maire de déléguer ses compétences de police :

→ au conseil municipal

- au directeur général des services de la commune.
- à une société privée

Le directeur général des services de la commune peut par contre bénéficier d'une **délégation de signature** (délégation seulement pour signer l'arrêté municipal ; sans délégation de compétences), comme les responsables de services communaux de la Ville de Paris (art. L2511-25 CGCT).

La délégation de compétences est seulement possible à l'égard :

- d'un des adjoints ou un conseiller municipal (L.2122-18 du CGCT en temps normal ou L.2122-17 du CGCT pour les adjoints en cas d'absence, suspension, révocation ou empêchement du maire).

Attention, la délégation de compétences est à distinguer :

- des transferts d'attribution durable des pouvoirs de police du maire au président de l'EPCI dont la commune est membre.
- Du pouvoir de substitution du préfet
  - L.2215-1 du CGCT : en cas de carence du maire si mise en demeure préalable
  - Si le maintien de l'ordre est menacé dans deux ou plusieurs communes limitrophes.

## **B. LES DIFFERENTES FORMES D'ARRÊTES MUNICIPAUX**

### **LES 2 FORMES D'ARRÊTES ET LEUR PUBLICITÉ**

	Règlementaire	Individuel
<b>Q U I</b>	Toutes les personnes présentes sur le territoire communal.	Une ou plusieurs personnes déterminées
<b>P U B</b>	Affichage public ou Publication papier ou sous forme électronique (communes de - de 3 500 hbts) OU Publication dans un recueil (communes de + de 3 500 hbts)	Notifié aux intéressés

## ENTRÉE EN VIGUEUR DE LA MESURE DE POLICE

➤ A la date de publication au BOVP.

➤ Ou à la date indiquée dans l'arrêté.

➤ **Exception : circulation et stationnement**

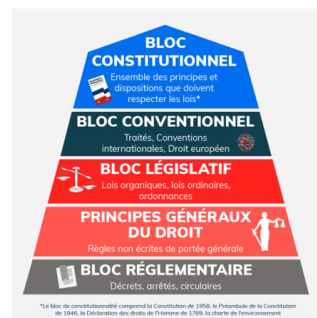
Signalisation obligatoire à opposer avant que l'arrêté n'entre en vigueur : art.

R411-25 Code de la route.

### C. LA NÉCESSITÉ ET PROPORTIONNALITÉ

#### Conditions que le/la Maire doit remplir :

- **Compétence:** le maire pouvait-il intervenir sur ce sujet ?
- **Conditions de formes :** respect de la procédure ?
- **Hiérarchie des normes :** les normes supérieures respectées?
- **La nécessité :** la mesure locale est-elle nécessaire ?
- **La proportionnalité :** aurait-il été possible d'arriver au même but avec une restriction moindre de liberté?



**La nécessité :** la justification de la mesure.

*Quel est le trouble?*

*Quelle est son ampleur?*

**La proportionnalité :**

➤ Pas d'interdiction générale si une interdiction partielle suffit.

➤ Pas d'interdiction définitive si une interdiction temporaire suffit.

*Limitation dans l'espace?*

*Limitation en terme d'horaires?*

*Limitation dans le temps (arrêté temporaire/définitif)?*

### III. COMPRENDRE LA STRUCTURE D'UN ARRÊTÉ

- ☐ **Le titre** : objet de l'arrêté
- ☐ **1<sup>ère</sup> ligne** : auteur de l'arrêté
- ☐ **Les visas**: *vu la loi n°...; vu le décret...*
- ☐ **Les « considérants »** : motifs de droit et de fait qui justifient la décision.
- ☐ **Le dispositif**: ARRETE ...
- ☐ **Lieu, date, signature et entrée en vigueur.**

### IV. LES POUVOIRS DU POLICIER MUNICIPAL POUR FAIRE RESPECTER L'ARRÊTÉ

- ☐ La sanction n'est pas prévue dans l'arrêté.
- ☐ **Article R-610-5 du Code pénal**
  - Avant : 1<sup>ère</sup> classe (maximum de 38 euros).
  - **Depuis le Décret 15 février 2022 :**
    - ✓ **Contravention de 2<sup>e</sup> classe** (maximum de 150 euros)
    - ✓ + 4 nouvelles contraventions de **4<sup>ème</sup> classe**.

#### **4 nouvelles contraventions 4<sup>ème</sup> classe pour non-respect d'un arrêté ou d'un décret de police**

1. Non-respect d'une autorisation d'occupation temporaire du domaine public avec atteinte à la libre circulation sur la VP (art. R. 644-2-1 CP ; natinf de 07/22: 34557).
2. A l'occasion d'événements avec risques d'atteinte à la sécurité publique : consommation d'alcool VP, usage des artifices de divertissement VP, transport de récipients contenant du carburant (art. R.644-5 CP; natinf de 07/22: 34558).
3. A la suite de troubles, la présence et la circulation des personnes en certains lieux et à certaines heures pour prévenir la réitération d'atteintes graves à la sécurité publique (art. R.644-5-1 CP ; natinf de 07/22 : 34561).
4. L'ouverture d'un point d'eau incendie (art. R. 644-6 CP ; natinf de 07/22 : 34564).



## 4 nouvelles contraventions 4<sup>ème</sup> classe

❑ **Soumises à l'amende forfaitaire** (art. R.48-1 CPP)  
= 135 e. ; majorée à 375 e.

❑ **Compétence des PM pour l'amende forfaitaire:**

Art. R 644-5 CP :

- 1° Consommation d'alcool sur la VP ;
- 2° Usage d'artifices de divertissement sur la VP;
- 3° Transport de récipients contenant du carburant.

Art. R.644-5-1 CP :

présence et circulation des personnes en certains lieux et à certaines heures afin de prévenir la réitération d'atteintes graves à la sécurité publique.

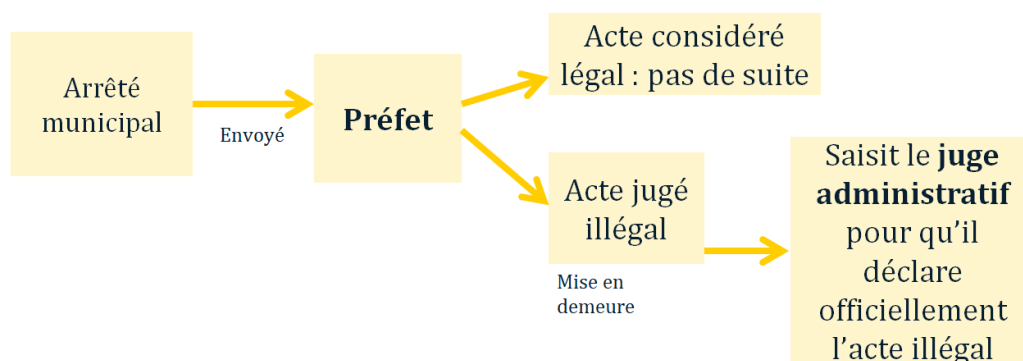
## Paris : compétence des agents de PM

**Art. L. 533-4 du Code de sécurité intérieure :**

les PM à Paris peuvent « **constater par PV les contraventions aux arrêtés de police du Préfet de police** relatifs au bon ordre, à la salubrité, à la sécurité et la tranquillité publiques ».

## V. LE CONTRÔLE DES ARRETES MUNICIPAUX

### A- LE PREFET





L'art. L.2131-2 CGCT exclut, pour les communes, l'obligation de transmettre au préfet les mesures relatives :

- à la circulation et au stationnement
- à l'exploitation, par les associations, de débits de boissons pour la durée des manifestations publiques qu'elles organisent.

## **B. CONTRÔLE DU JUGE ADMINISTRATIF**

**Dans un délai de 2 mois,**

**Le juge est saisi par :**

- Soit par le préfet
  - Soit tout citoyen ou les destinataires (arrêtés nominatifs)
- + les tiers.



## **C. LE TRIBUNAL DE POLICE**

Devant le Tribunal de police

- L'auteur d'une contravention conteste l'arrêté qui fonde sa contravention.
- **Aucun délai n'est imposé.**

Mais :

- **Ne peut pas annuler l'arrêté municipal**
- Peut seulement déclarer son illégalité  
=> faire tomber la contravention pour défaut de base légale.

Attention :

- ➔ **un arrêté de police du maire reste en vigueur tant que pas contesté devant un juge**
- ➔ seul le juge administratif peut annuler un arrêté
- ➔ il peut arriver que les juges administratifs aient des positions divergentes (ex. port du masque) : c'est le rôle du Conseil d'Etat en dernier ressort d'harmoniser la pratique